



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22614
17 mai 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Plan pour l'application des parties pertinentes de la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général

Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application des dispositions de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 3 avril 1991. Au paragraphe 9 b) de ce texte, le Conseil a décidé que le Secrétaire général devrait, dans les 45 jours suivant l'adoption de la résolution, élaborer et soumettre à son approbation, un plan prévoyant l'accomplissement des opérations énumérées aux paragraphes 9 b), i) à iii) et 10.
2. En vue de l'élaboration du plan, des consultations ont été menées avec les gouvernements intéressés, conformément aux paragraphes 9 b) et 13 de la résolution, et au besoin, avec le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En outre, pour pouvoir analyser l'information qui aura été communiquée par le Gouvernement iraquien et me seconder dans l'élaboration du plan pour l'application des opérations énumérées à la section C de la résolution, j'ai créé une commission spéciale, comme indiqué dans le rapport du 18 avril 1991 que j'ai présenté au Conseil de sécurité (S/22508), qui l'a accepté le 19 avril.
3. J'ai désigné 21 experts comme membres de la Commission spéciale. J'ai demandé à S. E. M. Rolf Ekeus (Suède) d'en être le Président exécutif et à M. Robert Gallucci (Etats-Unis d'Amérique) le Président exécutif adjoint. La Commission est également composée des personnes ci-après : M. Paal Aas (Norvège), le général de corps d'armée (en retraite) Ken Adachi (Japon), M. B.N.C. Agu (Nigéria), le lieutenant-colonel Andrzej Badek (Pologne), le professeur Bryan C. Barrass (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), M. Peter von Butler (Allemagne), le colonel Armando Caputo (Italie), M. Ronald Cleminson (Canada), M. John Gee (Australie), le professeur Helmut Hönig (Autriche), M. B. A. Kuvshinnikov (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. A. J. J. Ooms (Pays-Bas), Mme Marjatta Rautio (Finlande), M. Michel Saint-Mleux (France), M. Roberto Sanchez (Venezuela), le lieutenant-colonel B. Simandjuntak (Indonésie), M. Miroslav Splino (Tchécoslovaquie), M. Emile Vanden Bemden (Belgique), M. Yuan Renfeng (Chine).

4. Afin de permettre à la Commission spéciale et à l'AIEA de s'acquitter comme il convient de leurs responsabilités, des dispositions techniques sont prises afin de faciliter leur tâche, concernant notamment la création d'un bureau des opérations sur le terrain et d'un bureau d'appui. A l'issue de consultations avec les gouvernements intéressés, l'installation du premier est en cours à Bahreïn. Il sera entièrement opérationnel d'ici la fin du mois de mai 1991. Le Bureau d'appui est actuellement mis en place à Bagdad (Iraq).

I. LE PLAN

5. Les dispositions de la section C de la résolution 687 (1991) font l'objet d'une procédure d'application en trois étapes : collecte et analyse des informations; destruction des armes et installations et de tous les autres éléments énumérés aux paragraphes 8 et 12 de cette résolution; contrôle et vérification ultérieurs du respect de ses obligations par l'Iraq.

A. Collecte et analyse des informations

6. Cette première étape est d'une importance primordiale pour le succès de l'ensemble de l'opération. Elle exige la contribution tant du Gouvernement iraquien que de la Commission spéciale. Conformément aux paragraphes 9 a) et 12, l'Iraq doit communiquer, dans les 15 jours suivant l'adoption de la résolution, des informations sur l'emplacement de tous les éléments énumérés aux paragraphes 8 et 12 qui doivent être détruits, enlevés ou neutralisés, avec indication des quantités et des types. La Commission, conformément aux paragraphes 9 b) i) et 13, doit désigner tout emplacement supplémentaire de ces éléments en Iraq. La Commission spéciale et l'AIEA doivent respectivement se réserver le droit de choisir le moment et le lieu où elles effectueront les inspections immédiates sur place prévues aux paragraphes 9 b) i) et 13 de la résolution.

7. Les 18 et 28 avril, et le 4 mai 1991, le Gouvernement iraquien a communiqué au Secrétaire général des informations sur ses armes chimiques et biologiques et ses missiles balistiques. Le 18 avril, il a également communiqué au Directeur général de l'AIEA des informations se rapportant aux responsabilités confiées à l'Agence, telles qu'elles sont mentionnées aux paragraphes 12 et 13 de la résolution 687 (1991). Des informations supplémentaires ont été communiquées à l'AIEA le 27 avril. Dans les communications qu'il a adressées au Secrétaire général et au Directeur général, le Gouvernement iraquien a aussi déclaré qu'il acceptait les inspections sur place prévues aux paragraphes 9 a) et 12. La Commission spéciale a également procédé à un échange continu de communications avec le Gouvernement iraquien afin d'obtenir des informations supplémentaires et des précisions.

8. Se fondant sur les informations reçues à ce jour des autorités irakiennes, de même que compte tenu des emplacements supplémentaires désignés par la Commission spéciale, le processus des inspections sur place devant être effectuées par elle et par l'AIEA a été lancé. Lors des inspections, la Commission vérifiera les informations collectées en fonction de la situation réelle prévalant sur le terrain (mise en place d'une base de données); évaluera

l'ampleur de la tâche consistant à détruire les armes et les installations, dont elle devra s'acquitter lors de la deuxième phase du plan; et déterminera, sur les conseils de l'OMS, les conditions et modalités de son exécution. Elle fournit également une assistance au Directeur général de l'AIEA et coopère avec lui en ce qui concerne les inspections sur place que l'Agence doit effectuer.

9. Les inspections sur place que doivent effectuer à la fois la Commission spéciale et l'AIEA couvrent un grand nombre de sites qui comportent chacun un nombre différent d'installations. Aux fins d'assurer l'accès, en toute sécurité, aux sites visés par les mesures spécifiées aux paragraphes 9 b), 12 et 13 de la résolution 687 (1991), des équipes d'experts chargées de la neutralisation des munitions explosives, des ingénieurs des travaux publics et du personnel de sécurité ont été recrutés pour aider la Commission et l'Agence à procéder aux inspections sur place. La sécurité de tout ce personnel est primordiale. Les dispositions concernant cette question et les questions connexes et précisant les modalités selon lesquelles les inspections doivent être effectuées sont énoncées en détail dans un accord passé entre l'ONU et le Gouvernement iraquien. Compte tenu du volume de travail et de l'état physique des divers éléments et installations soumis à inspection, de même du souci de garantir la sécurité des équipes d'inspection et de la population locale - préoccupation majeure -, il est difficile au stade actuel de fixer précisément la date d'achèvement de la première étape. Les évaluations préliminaires des tâches à remplir permettent néanmoins d'établir le cadre général de la deuxième étape du plan décrite ci-après.

B. Destruction ou neutralisation des armes et installations

10. L'objet principal de la deuxième étape du plan est, comme indiqué aux paragraphes 8, 9 et 13 de la résolution 687 (1991), de détruire ou de neutraliser les armes et installations et tous les autres éléments énumérés aux paragraphes 8 et 12 de cette même résolution. En raison de la grande diversité des armes, matières et installations visées, il est prévu d'établir des procédures séparées pour leur destruction ou de leur neutralisation effectives, et de constituer des équipes d'experts différentes chargées de l'application.

11. En ce qui concerne les éléments et installations se rapportant aux armes chimiques et biologiques, on met actuellement au point des modalités techniques à ce sujet en vue d'assurer que l'Iraq a remis, en toute sécurité, tous les éléments visés au paragraphe 8 a) de la résolution, aux fins de leur destruction, de leur enlèvement ou de leur neutralisation. S'agissant des missiles balistiques, les procédures d'identification et d'obtention de tous les éléments visés au paragraphe 8 b) de la résolution sont actuellement mises au point en vue d'assurer la supervision de leur destruction complète par l'Iraq. La Commission spéciale prêterait également son concours à l'AIEA pour la réalisation des inspections, de même que pour la destruction, l'enlèvement ou la neutralisation de tous les éléments visés au paragraphe 12 de la résolution.

12. S'agissant du processus d'élimination lui-même, l'Iraq détruira, sous la supervision de la Commission, toutes ses capacités en missiles y compris les lanceurs visés au paragraphe 8 b) de la résolution 687 (1991). La Commission et l'Agence détruiront ou neutraliseront respectivement, avec le concours de l'Iraq, tous les autres éléments visés aux paragraphes 8 a) et 12 de la même résolution, y compris les ogives de missiles dotées d'armes chimiques. Il convient de noter que la résolution confère à la Commission spéciale la faculté de mener les activités concernant l'inspection, la remise et la suppression des éléments indiqués en son paragraphe 8 a), de même que l'inspection et la suppression des éléments indiqués en son paragraphe 8 b), après l'expiration des 45 jours suivant l'approbation du plan si ces activités ne sont pas encore terminées alors.

1. Missiles balistiques

13. La destruction ou la neutralisation des missiles balistiques et éléments connexes pose relativement moins de problèmes que celle d'autres types d'armes et installations. En principe, cette opération ne devrait présenter aucun danger pour la sécurité publique du fait qu'elle est de nature essentiellement mécanique. L'élimination des missiles et des principaux composants, notamment des lanceurs, sera donc effectuée in situ et, si possible, lors de la phase initiale d'inspection sur place. Les éléments non détruits immédiatement seront mis en lieu sûr et scellés et feront l'objet des informations référencées qui conviennent en vue de leur élimination ultérieure. Par ailleurs, les éléments tels que ogives et combustible pourraient être transférés sur un site ou une installation de destruction spécial où ils seraient détruits ou neutralisés.

14. En ce qui concerne les installations de réparation et de production, il semble qu'un grand nombre d'entre elles ne soient plus opérationnelles du fait des hostilités. La Commission spéciale déterminera dans quelle mesure elles sont affectées de manière permanente afin d'examiner quelles autres mesures pourraient être nécessaires afin d'assurer l'application de l'alinéa b) ii) du paragraphe 9 de la résolution.

15. Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent concernant cette catégorie d'armes et les installations connexes, la Commission devra disposer d'un personnel ayant des compétences dans des domaines comme les systèmes de lancement et de guidage, les charges propulsives et les ogives. Il faudra constituer des équipes d'experts à la fois pour la réalisation des inspections sur place et la supervision du processus de destruction ou de neutralisation. Le nombre d'équipes et leur composition exacte sont actuellement à l'étude.

2. Armes chimiques

16. Quant aux armes chimiques, étant donné les problèmes pratiques inhérents à leur destruction, y compris les risques éventuels sur le plan de la sûreté et de l'environnement, la Commission spéciale, en consultation avec l'OMS, s'est attachée en particulier à déterminer le meilleur moyen d'en disposer. Considérant qu'il est de la plus haute importance de maintenir des niveaux de

sûreté acceptables à la fois pour les équipes chargées de l'élimination et pour la population locale, la Commission spéciale déterminera et évaluera des techniques de destruction sûres, qui pourraient être appliquées selon un calendrier rigoureux.

17. Etant donné le danger que représentent les armes chimiques, on ne pourra commencer à les mettre hors d'usage qu'après une inspection minutieuse sur place et une évaluation détaillée de l'état des stocks et des installations. A cet égard, la Commission spéciale a demandé aux équipes d'inspection de munir si possible les munitions et les installations d'indicateurs d'effraction. Elle prévoit par ailleurs de les faire surveiller par des inspecteurs déployés aux emplacements appropriés entre l'inspection et la mise hors d'usage.

18. On utilisera la méthode de la neutralisation et/ou de l'incinération. On réduira au minimum les mouvements d'armes et agents chimiques. Dans ce contexte, la Commission spéciale étudie la possibilité d'utiliser du matériel de destruction transportable ou mobile. Elle pourrait également envisager la possibilité de construire une installation de destruction, qui aurait une capacité plus grande que le matériel transportable ou mobile. Quelle que soit la formule retenue, il faudra surveiller la question des coûts.

19. Pour ce qui est des installations de recherche-développement, d'appui et de production dans le domaine des armes chimiques, l'information dont dispose actuellement la Commission spéciale donne à penser que celles-ci ont sans doute été détruites en grande partie du fait des hostilités. Une fois qu'elle disposera de données solides, elle déterminera ses besoins, en termes à la fois de matériel et de personnel, aux fins de l'exécution des dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 9 de la résolution 687 (1991).

3. Armes biologiques

20. Dans le domaine des armes biologiques, on notera que, conformément au paragraphe 7 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, l'Iraq est devenu partie à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction 1/. Le Gouvernement iraquien a déposé son instrument de ratification à Moscou le 8 avril.

21. Toutefois, ainsi que le Conseil de sécurité l'a demandé dans sa résolution 687 (1991), la Commission spéciale cherche à établir si l'Iraq possède des éléments ayant trait aux armes biologiques, qu'il faudra mettre hors d'état en vertu de la résolution, et s'il reste en Iraq une capacité de production de telles armes, à mettre également hors d'état. Dans ce contexte, la Commission spéciale a porté à l'attention du Gouvernement iraquien le rapport de la Réunion spéciale d'experts scientifiques des Etats parties à la Convention sur les armes biologiques, tenue à Genève du 31 mars au 15 avril 1987 (BWC/CONF.II/EX 2 du 21 avril 1987) et lui a demandé de fournir l'information demandée à la section II de ce rapport.

22. Pour détruire les agents de guerre biologique, on peut utiliser soit du matériel de laboratoire classique, soit des unités mobiles spéciales.

4. Eléments ayant trait aux armes nucléaires

23. S'agissant des matériaux qui pourraient servir à fabriquer des armes nucléaires et des éléments et moyens y ayant trait, la Commission spéciale aidera l'AIEA à enlever de l'Iraq les matériaux qui pourraient servir à fabriquer des armes nucléaires et à enlever ou détruire, selon le cas, tous les autres éléments et moyens y ayant trait et visés par la résolution 687 (1991).

24. Une équipe d'inspection composée d'experts de l'AIEA et de la Commission spéciale se trouve actuellement en Iraq pour y procéder à une première inspection en se fondant sur les déclarations du Gouvernement iraquien et la désignation, par la Commission spéciale, d'emplacements supplémentaires. D'autres inspections auront lieu avant l'enlèvement ou la destruction des matériaux qui pourraient servir à la production d'armes et des autres éléments, compte tenu des dispositions du paragraphe 12 de la résolution 687 (1991).

C. Contrôle et vérification de l'exécution

25. La troisième étape du plan représente une opération à long terme. Elle a principalement pour objet d'assurer le contrôle et la vérification de l'exécution par l'Iraq des dispositions des paragraphes 8, 9, 10 et 12 de la résolution 687 (1991). Le plan détaillé prévu au paragraphe 10 de la résolution 687 sera soumis à l'approbation du Conseil de sécurité une fois qu'une base de données complètes aura été établie. En élaborant ce plan, la Commission spéciale tiendra compte également des dispositions concernant les activités autorisées par la Convention sur les armes biologiques et celles auxquelles s'appliqueront les méthodes de contrôle et de vérification qui sont à l'étude dans le contexte d'une future convention sur l'interdiction des armes chimiques. A l'entrée en vigueur éventuelle d'une telle convention, les inspecteurs qui seraient mis en place devraient assumer le moment venu les fonctions de contrôle et de vérification d'exécution dans le domaine des armes chimiques.

26. La vérification se fera par inspection effective et complète sur place, notamment avec préavis court, des bases militaires, des installations de production, de stockage et de recherche et des laboratoires, selon que de besoin. La fréquence de ces inspections variera considérablement selon la catégorie d'armements, d'installations ou d'activités visés. Elle sera déterminée par les conclusions antérieures ainsi que par les preuves évidentes et constantes données par l'Iraq de l'exécution des dispositions de la résolution 687 (1991).

II. PLAN D'OPERATIONS GENERAL

27. La Commission spéciale, guidée par son Président exécutif, fera appel à un nombre restreint de fonctionnaires au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York pour établir des plans détaillés des opérations sur le terrain en Iraq en ce qui concerne tous les éléments ayant trait aux armes chimiques et biologiques et aux missiles balistiques et, en coopération avec l'AIEA, pour les éléments ayant trait aux armes nucléaires et aux matériaux

pouvant servir à la production d'armes nucléaires. Ces plans indiqueront la composition des équipes d'experts, venus de différents pays, ainsi que leurs mouvements et activités en Iraq - qu'il s'agisse de recensement, d'inspection ou d'élimination. Ces équipes se rassembleront pour une réunion d'information au bureau extérieur de Bahreïn, puis se rendront par aéronef spécial à Bagdad ou à un autre point d'entrée en Iraq. Des véhicules ou des aéronefs à voilure tournante seront utilisés à l'intérieur de l'Iraq pour amener les équipes aux emplacements visés. Les équipes quitteront la région via Bahreïn après avoir rendu compte de leur mission et après une première analyse des échantillons ou données qu'elles auraient rassemblées en Iraq.

Note

1/ Résolution 2826 (XXVI) de l'Assemblée générale.
